

Aktuell = Actualité = Problemi d'attualità

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **28 (1981)**

Heft 3

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Canton de Genève Etat actuel de la protection civile

Marcel Gaille, directeur adjoint du service cantonal de la protection civile

Entreprise d'une manière concrète depuis 1966 avec la mise en service du centre d'instruction de Bernex, la réalisation de la protection civile a atteint aujourd'hui les buts suivants:

Instruction

13000 personnes sont actuellement instruites et incorporées. Ce résultat est conforme aux plans établis en 1965. Néanmoins, 9000 personnes doivent encore suivre un cours d'incorporation. La mise en service du centre d'instruction de la ville de Genève, prévue pour 1983/1984, permet d'envisager la formation et l'instruction de l'ensemble du personnel astreint pour 1986/1987. Toutes les personnes incorporées accomplissent, chaque année, un exercice d'une durée de deux jours. A ce jour, l'instruction a principalement été dispensée au personnel et aux cadres subalternes; dès 1981, l'accent doit être mis sur la formation des cadres supérieurs, notamment celle des chefs de service, des chefs de détachement ainsi que celle des cadres supérieurs du service sanitaire. En effet, une masse de personnel, insuffisamment encadré, se révèle difficilement utilisable dans l'hypothèse d'une intervention et l'efficacité des exercices annuels doit être notablement améliorée.

Constructions

Pour une population de 340000 habitants, 345405 places d'abris étaient réalisées au 31 décembre 1980. Il convient de relever que dans ce chiffre sont comprises près de 30000 places dans des abris dépourvus de ventilation mécanique. D'autre part, l'équilibre entre la population et les places d'abris n'est qu'apparent. En effet, plusieurs secteurs de la ville de Genève présentent des déficits importants en places d'abris qui ne pourront être comblés que par la construction de plus de 30 abris publics de 500 places. En outre, les 30 communes nouvellement astreintes aux obligations de protection civile ne disposent que de peu ou de pas d'abris.

La planification de l'aménagement et de l'occupation des abris a d'ores et déjà été entreprise dans plusieurs communes et les premiers résultats de ces études montrent que l'aménagement de tous les abris avec le bois

utilisé pour cloisonner les caves est utopique. D'une part, le volume de bois nécessaire manquant est énorme. En effet, de plus en plus les entrepreneurs utilisent des treillis métalliques pour séparer les caves et le bois à disposition ne couvre que 30% des besoins. D'autre part, le temps nécessaire pour aménager les abris avec cette méthode est trop long, la moyenne des temps calculés oscillant entre 16 et 24 jours en partant de l'hypothèse que tout le matériel est à disposition dès le début des travaux d'aménagement. Une solution doit être trouvée à ce problème. Elle pourrait consister, par exemple, à équiper les abris, dès leur construction, de couchettes démontables en tubulaires, dont le stockage est aisé et le montage rapide. Ce système utilisé en complément de la méthode actuelle devrait permettre de ramener le temps nécessaire à l'aménagement des abris à une valeur raisonnable. Signalons enfin que la méthode de planification préconisée par l'Office fédéral de la protection civile a été considérablement simplifiée pour en permettre l'application par le personnel peu qualifié dont nous disposons.

Constructions et installations

A une seule exception, les communes astreintes aux obligations de protection civile antérieurement à 1978, ont réalisé ou sont en train d'achever la réalisation des postes de commandement communaux et le nombre des

postes d'attentes des formations pionnières et de lutte contre le feu existant est aujourd'hui suffisant par rapport au personnel instruit. En revanche, le nombre d'installations du service sanitaire, notamment les postes sanitaires de secours, est insuffisant. En effet, par rapport aux 8000 lits prévus dans la planification sanitaire du canton, nous ne disposons, à ce jour, que d'environ 900 lits dans les postes sanitaires, 476 lits dans un seul poste sanitaire de secours et 692 lits dans deux centres opératoires protégés. Ces installations ne disposent à l'heure actuelle que d'un matériel minimum que nous prévoyons de compléter dans un proche avenir. Parallèlement, l'instruction des cadres de ces constructions sanitaires se déroulera dans le courant de l'année 1981 malgré les difficultés auxquelles nous nous heurtons quant au recrutement d'infirmières diplômées.



500 femmes volontaires sont actuellement incorporées dans les organismes genevois, principalement dans le service sanitaire. Un effort devra être entrepris pour inciter les infirmières à rejoindre les rangs de la protection civile afin d'obtenir une meilleure organisation des installations sanitaires.



Les effectifs des formations de PLCF sont pratiquement complets dans toutes les communes organisées.

Compte tenu des remarques qui précèdent, il est évident que, dans le domaine des constructions, priorité sera dorénavant donnée à celles du service sanitaire. Au sujet des centres opératoires protégés, l'équipement du canton dans le domaine de la santé publique étant presque terminé, nous devons envisager la construction d'au moins cinq hôpitaux de secours.

Matériel

L'acquisition du matériel s'est effectué parallèlement à l'instruction du personnel. A ce sujet, il nous paraît important que la Confédération puisse reprendre ses livraisons de matériel destiné aux formations de pionniers et de lutte contre le feu. En effet, l'instruction du personnel des communes nouvellement astreintes doit être coordonnée avec la livraison du matériel prévu. En outre, quelques communes précédemment astreintes manquent encore de matériel de ce type.

Le problème, déjà évoqué plus haut, du matériel sanitaire nous préoccupe, car les installations de ce service doivent pouvoir être rendues opérationnelles dans un délai qui doit être le

plus court possible. Il est, en effet, certain qu'en cas de catastrophe en temps de paix déjà, c'est en matière sanitaire que l'aide de la protection civile sera requise en premier.

Conclusion

Cet article n'évoque que quelques aspects de l'état de la protection civile du canton de Genève. Le rapport annuel d'activité de notre service comporte une quinzaine de pages; nous nous sommes attachés à mettre l'accent sur nos principales préoccupations. A cet égard, le développement du service sanitaire, la mise à l'abri de la population et la formation des cadres nous semblent essentiels. Nous avons la chance de disposer, pour atteindre les buts que nous nous sommes fixés, d'un service bien structuré et d'un personnel efficace et compétent. Il nous reste à espérer que les problèmes financiers rencontrés par la Confédération et les cantons ne ralentissent pas l'élan dont nous avons bénéficié jusqu'à ce jour et que nous puissions poursuivre nos efforts jusqu'à la réalisation complète de la protection civile.

«500 Jahre eidgenössischer Stand Solothurn»:

Der solothurnische Zivilschutz stellt sich vor

Gerald Lechner, Grenchen

Der Kanton Solothurn feiert in diesem Jahr seine 500jährige Zugehörigkeit zur Eidgenossenschaft. Zahlreiche Anlässe von reicher Vielfalt sind geplant. Sie sollen nicht nur der Erinnerungspflege an ein historisches Ereignis dienen, sondern auch eine umfassende Darstellung des Kantons in Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft sein – für die Solothurner selbst, aber auch für die Miteidgenossen.

Eines der markantesten Jubiläumsergebnisse wird zweifellos die Wehrschau des EMD vom 27. bis 29. März in Egerkingen sein. Unter dem Motto «Unsere Armee heute» soll die Wehrschau einen möglichst vollständigen Überblick auf die zurzeit in der Armee verwendeten Waffen, Fahrzeuge und Geräte vermitteln. Innerhalb dieser grossen Schau – und eingedenk der Tatsache, dass der Zivilschutz ein wichtiges Glied unserer Gesamtverteidigung ist – wird sich auch der solothurnische Zivilschutz in einer eigenen Ausstellung präsentieren. «Sicherheit für alle in Krieg und Frieden», unter diesem Leitsatz wird an der Ausstellung über Aufgaben und Ziele des Zivilschutzes überhaupt, vor allem auch über die Organisation des Zivil-

schutzes im Kanton Solothurn, informiert.

Auf grossen Bildtafeln, von erklärenden Texten unterstützt, kommen die vielfältigen Aspekte des Zivilschutzes zur Darstellung. Besondere Beachtung dürften dabei die Bildberichte über den Erdrutsch bei Selzach (1970) und den Flugzeugabsturz bei Hochwald (1973) finden, als sich der Solothurner Zivilschutz zweimal im Katastropheneinsatz bewährte. Selbstverständlich wird auch dem aktuellen Schutzraumbau und dem Kulturgüterchutz die nötige Beachtung geschenkt. Eine Materialschau und das Modell eines bezugsbereiten Schutzraums ergänzen die bildlichen und schriftlichen Darstellungen. Kompetente Fachleute stehen den Besuchern für Auskünfte zur Verfügung.

Die Ausstellung des Solothurner Zivilschutzes im Rahmen der Wehrschau verdient breites Interesse. Auf dem Gelände des Verteilzentrums der Migros in Egerkingen – direkt neben der Autobahn und mit genügend Parkraum – sind Wehrschau und Zivilschutzausstellung an folgenden Tagen zu besichtigen:

Freitag, 27. März, 12–18 Uhr; Samstag, 28. März, 9–18 Uhr; Sonntag, 29. März, 9–18 Uhr.

Commission de rédaction et d'information

Charles Reichler, président de la Commission de rédaction et information USPC

USPC. La Commission de rédaction et information a tenu sa dernière séance de 1980 à Soleure. En l'absence du soussigné, retenu à la maison par un méchant rhumatisme, c'est le président central, professeur Wehrle, qui dirigea les débats, placés sous le signe du changement de rédacteur avec le départ de M. Alboth et l'arrivée de M. Venner. Après les tractanda habituels, le président central remercia vivement la maison Vogt-Schild, représentée par Mlle Zobrist et M. Hänggeli, pour sa traditionnelle et généreuse hospitalité tout au long de l'année.

La Commission de gestion et le Comité central ont tenu séance le 21 janvier 1981 à Berne, au siège de l'OFPC.

ZIV-BS-Generalversammlung

zpd. – An der ersten Generalversammlung der *neugegründeten Zivilschutz-Instruktoren-Vereinigung Basel-Stadt (ZIV BS)* ist die Verbandsleitung, aufgrund neuer Aufgabenverteilungen, um zwei Sitze erweitert worden. In der Mitte der zweijährigen Amtszeit wurden neu in den Vorstand gewählt: Jürg Aeberli (MuttENZ), Ressort Sekretariat, und Paul Doebelin (Basel), Ressort Veranstaltungen. Im Bericht an die Generalversammlung wurde von ZIV-BS-Präsident, Enrico V. Moracchi, festgehalten, dass «die weiteren Aktivitäten in den drei Richtungen Mitgliederwerbung, Aus- und Weiterbildung sowie neues Zivilschutz-Ausbildungszentrum Basel-Stadt vorangetrieben werden müssen».

Nach der Gründungsversammlung am 18. Dezember 1979 sind im Berichtsjahr verschiedene Veranstaltungen durchgeführt worden. Sie hatten den Zweck, den Kontakt unter den Mitgliedern zu fördern und zu festigen. Mit dem Zivilschutzamt Basel-Stadt, dem Basler Bund für Zivilschutz und dem Technischen Hilfswerk (THW) des Landkreises Lörrach bestehen ausgezeichnete Beziehungen.

Basel-Stadt:

GOPS und OSR beim St. Clara-Spital

Guido Bagutti

Mit einem Kostenaufwand von 5,8 Mio. Franken soll das im Kleinbasler Hirzbrunnen-Quartier gelegene St. Clara-Spital umgebaut und erweitert werden. Das im hohen Ansehen stehende – katholische – Krankenhaus will 30,8 Mio. Franken aus eigenen Mitteln aufbringen. Und unter Vorbehalt der Zustimmung durch den Grossen Rat des Kantons Basel-Stadt will der Stadtstaat an die Kosten einen Beitrag von 27,8 Mio. Franken leisten.

Im kantonalen Beitrag inbegriffen sind 8,7 Mio. Franken die GOPS (geschützte Operationsstelle) mit 420 Liegeplätzen und 1,58 Mio. Franken für den OSR (öffentlicher Schutzraum) mit 600 Schutzplätzen.

Im Kreditbegehren an das Parlament hebt der Regierungsrat hervor: «Da in Katastrophen- und Kriegszeiten – für welche die GOPS erstellt werden – der Rheinübergang ausserordentlich erschwert, wenn nicht gar verunmöglich sein kann, erachtet es der Regierungsrat als seine Pflicht, die spitalmässige Versorgung der rechtsrheinischen Bevölkerung für solche Fälle besser sicherzustellen. Eingehende Studien haben gezeigt, dass die GOPS des St. Clara-Spitals so vergrössert werden kann, dass etwa 420 anstelle der bisher vorgesehenen 280 Liegestellen bereitgestellt werden können. Dadurch wird eine wesentlich grössere Autonomie erreicht, als bisher vorgesehen.»

Im weiteren wird in der regierungsrätlichen Vorlage an den Grossen Rat des Kantons Basel-Stadt festgehalten, dass «im Hirzbrunnen-Quartier mehr als 1000 Schutzplätze fehlen und dass sich im Zusammenhang mit dem Um- und Erweiterungsbau des St. Clara-Spitals eine günstige Gelegenheit bieten würde, das Defizit mit den vorgesehenen 600 Schutzplätzen sehr wesentlich zu reduzieren». Die noch fehlenden 400 Schutzplätze sollen denn auch in absehbarer Zeit in unmittelbarer Umgebung und bei Verwirklichung weiterer Neubauten zur Verfügung stehen.

An der Kreditbewilligung des Parlamentes ist nicht zu zweifeln. In Zivilschutzkreisen und auch bei der interessierten Bevölkerung wird das Projekt sehr begrüsst.

Gemeinde 81 – Fachmesse für Kommunalbedarf (16.–20. Juni 1981 in Bern)

Die 5. Fachmesse für Kommunalbedarf, Gemeinde 81, zeigt den Einkäufern von Verwaltungen, Ämtern, Fachkommissionen, Fachverbänden usw. ein vielflätiges Angebot aus Industrie, Gewerbe und Grosshandel. Rund 200 namhafte Firmen präsentieren ein weitgefächertes Angebot.

Die Gemeinde 81 orientiert unter anderem über Kommunalfahrzeuge, Maschinen, Geräte für Reinigung, Unterhalt, Messungen usw., Sprechfunk und Alarmanlagen, diverse Einrichtungen für Kantonen, Zivilschutz, Schulen und ähnliche Institutionen, Ausrüstungen für Feuerwehr, Polizei und andere Rettungsdienste, ferner Büroeinrichtungen und EDV-Anlagen.

Als Sonderschauen im Rahmen der Gemeinde 81 stehen bis jetzt fest:

Kollektivschau SIK:

Schweizerische Interessengemein-

schaft der Fabrikanten und Händler von Kommunalmaschinen- und -geräten

Energie 81:

Ausstellung der schweizerischen Energiewirtschaft

Städte zum leben:

Thematische Ausstellung des schweizerischen Städteverbandes in Zusammenarbeit mit dem nationalen Komitee für die europäische Städteerneuerungskampagne.

Informationsstand des Schweizerischen Gemeindeverbandes mit der Ratsherrenstube.

Büro und EDV: Spezialausstellung

Geplant sind ferner kurze und informative Fachtagungen. Am 19. Juni 1981 wird an der Gemeinde 81 ein Zivilschutztag durchgeführt.

Ausstellungsplan 1981

Das Bundesamt für Zivilschutz meldet (Stand 20.2.1981) den folgenden provisorischen Ausstellungsplan für das Laufende Jahr:

Ort	Organisator	Zeit
1. Basel, Swissbau	BZS/SSZV BS	24. 2.– 1. 3.1981
2. Schwyz	Kanton	28. 2.– 1. 3.1981
3. Rorschach	Gemeinde	11. 3.–14. 3.1981
4. Lostorf	Gemeinde	14. 3.–22. 3.1981
5. Riehen	Kanton BS	19. 3.–30. 3.1981
6. Brienz	Gemeinde	27. 3.–28. 3.1981
7. Egerkingen	Waffenschau EMD/ Kt/Gde/SZSV	27. 3.–29. 3.1981
8. Aarau AMA	Kanton	27. 3.– 5. 4.1981
9. Hägendorf	Gemeinde	4. 4.– 5. 4.1981
10. Mogelsberg	Gemeinde	10. 4.–15. 4.1981
11. Basel, Muba	ZS/RKD/FHD	25. 4.– 4. 5.1981
12. Suhr	Gemeinde	27. 4.–15. 5.1981
13. Thunstetten/Bützberg	Gemeinde	2. 5.– 2. 5.1981
14. Bern, BEA	Gemeinde	7. 5.–17. 5.1981
15. Trimbach	Gemeinde	15. 5.–16. 5.1981
16. Cortaillod	Gemeinde	23. 5.–23. 5.1981
17. Brugg	Gemeinde	23. 5.–23. 5.1981
18. Bern, Gemeinde 81	SZSV	16. 6.–20. 6.1981
19. Fribourg	ZS Kanton FR	11. 9.–12. 9.1981
20. Lausanne	Waffenschau EMD	12. 9.–27. 9.1981
21. Spreitenbach (Tivoli)	Kanton, Einkaufszentrum	14. 9.–10.10.1981
22. Biel	Gemeinde	25. 9.–26. 9.1981
23. Ins	Gemeinde	September 1981
24. Gunzgen	Gemeinde	September 1981
25. St. Gallen, OLMA	Gemeinde	8.10.–18.10.1981
26. Zug, Herbstmesse	Kanton	24.10.– 1.11.1981

Soeben erschienen

Die gelbe Broschüre «Das Bundesamt für Zivildschutz – eine Selbstdarstellung» ist auf den neuesten Stand gebracht worden und kann beim Bundesamt für Zivildschutz, Information, Monbijoustrasse 91, 3003 Bern, Telefon 031 615036, bestellt werden.

Ausserdienstliche Zivildschutzweiterbildung

zpd. – Erstmals und mit sehr gutem Erfolg hat die Zivildschutz-Instruktoren-Vereinigung Basel-Stadt (ZIV BS) ein *ausserdienstliches Weiterbildungsseminar durchgeführt*. Aufgrund der einschlägigen Vorschriften des Bundesamtes für Zivildschutz unterrichteten Christian Fausch (Kant Instr San) «Lebensrettende Sofortmassnahmen» und Jürg Aeberli (Kant Instr Uem) «Alarm- und Übermittlungsdienst».

Als Basler Spezialität bot Hans P. Baumann (Kant Instr San) mit seinem Ausbildungsstoff «Psychologie des Alltags» eine besondere Überraschung. Im Frühjahr und im Herbst 1981 werden weitere ZIV-BS-Weiterbildungskurse durchgeführt. Ziel und Zweck der Kurse ist es, gegenseitig Einblicke in die Bereiche anderer Fachdienste zu vermitteln.

Wollen Sie Ihren Stand an der Muba vorstellen?

In der nächsten Ausgabe der Zeitschrift «Zivildschutz» bietet sich hierfür eine günstige Gelegenheit, denn diese Nummer wird an der Schweizer Mustermesse Basel (25. April bis 4. Mai 1981) am Zivildschutzstand verteilt.

Ihre Standbesprechung senden Sie an VS-Annoncen, Kanzleistrasse 80, Postfach, 8026 Zürich.

Was bringt die nächste Nummer?

«Räumen und Einrichten des Schutzraumes» sowie «Leben im Schutzraum» heissen die Hauptthemen der nächsten Ausgabe der Zeitschrift «Zivildschutz», welche am 1. April 1981 erscheinen wird.

Themen sind unter anderem:

- Das Leben im Schutzraum – psychische Probleme der Schutzraumbewohner
Dr. Dietegen Guggenbühl, Psychiater
- Der Schutzraum, die Grundlage unseres Zivildschutzes.
Roland Gloor, kantonaler Instruktor, Wallisellen ZH, stellt die Frage, ob die Vorschriften für die Einrichtung der Schutzräume zweckmässig sind.
- Ein Interview mit einer ausgebildeten Schutzraumchefin

Schweizerischer Zivildschutz-Fachverband der Städte

Voranzeige

Die nächste Delegiertenversammlung unseres Verbandes findet am

15. Mai 1981 in Locarno

statt. Die Einladungen mit dem detaillierten Tagungsprogramm werden den Mitgliedern zu gegebener Zeit zugesandt. Wir bitten Sie bereits heute um Reservierung dieses Datums.

Aperçu du prochain numéro

Comment «vider» un abri, «l'aménager» et y «vivre», tels sont les thèmes principaux de la prochaine édition de la revue «Protection civile» qui paraîtra le 1er avril 1981.

Les sujets traités sont, entre autres:

- La vie dans les abris – problèmes psychiques des occupants
Dr Dietegen Guggenbühl, psychiatre
- L'abri, fondement de notre protection civile
Roland Gloor, instructeur cantonal, Wallisellen ZH, pose la question de savoir si les prescriptions pour l'aménagement des abris sont appropriées
- Interview d'une chef d'abri formée

Basellandschaftlicher Bund für Zivildschutz

Am Freitag, 3. April 1981, 20.00 Uhr, findet in der Aula Burggartenschulhaus, Bottmingen, die

12. ordentliche Mitgliederversammlung des Basellandschaftlichen Bundes für Zivildschutz

statt. Tagungsreferent ist Direktor Gerhard Maier vom Amt für Zivildschutz der Stadt Stuttgart.

Mobiliar
für

Zivildschutzanlagen
Militärunterkünfte

Beratung – Planung – Ausführung

H. NEUKOM AG

8340 Hinwil-Hadlikon ZH

Telefon 01 937 26 91

KRÜGER

protège
abris anti-aériens
et de protection civile
contre l'humidité

Krüger+Co. 9113 Degersheim

En cas d'urgence: Téléphone 071 54 15 44 et

3117 Kiesen BE Tél. 031 98 16 12
1052 Le Mont-sur-Lausanne Tél. 021 32 92 90

Spatenstich zum Bau des Zivilschutz-Ausbildungszentrums des Bundes in Schwarzenburg



In aller Stille und im kleinsten Rahmen wurde am 23. Januar 1981 der erste Spatenstich zum Bau des Zivilschutz-Ausbildungszentrums des Bundes im bernischen Schwarzenburg vollzogen. Ein Kredit von 24,47 Mio. Franken für die erste Bauetappe wurde im März vom Ständerat und im Juni 1980 vom Nationalrat genehmigt. Im Sommer dieses Jahres wird mit den

eigentlichen Bauarbeiten begonnen, und 1984 dürfte die Einweihung des Bauwerkes stattfinden.

Auf dem Bild: Gemeinderatspräsident Buri von Schwarzenburg übergibt dem Direktor des Bundesamtes für Zivilschutz, Hans Mumenthaler, die Schaufel zum ersten Spatenstich.

(Photo F. Friedli)

Premier coup de pelle en vue de la construction du Centre d'instruction fédéral de la protection civile à Schwarzenbourg

Le premier coup de pelle en vue de la construction du Centre d'instruction fédéral de la protection civile à Schwarzenbourg BE a été donné le 23 janvier 1981, dans le cadre d'une petite manifestation discrète. Un crédit de 24,47 millions de francs pour la réalisation de la première étape a été approuvé en mars 1980 par le Conseil des Etats et en juin 1980 par le Conseil national. Les travaux de construction proprement dits commenceront cet été; l'inauguration devrait avoir lieu en 1984.

Sur la photo: M. Buri, président du Conseil communal de Schwarzenbourg, invite M. Hans Mumenthaler, directeur de l'Office fédéral de la protection civile, à donner le premier coup de pelle.

Primo colpo di vanga per la costruzione del Centro d'istruzione federale della protezione civile a Schwarzenburg

Senza scalpore e alla presenza di solo alcune persone è stato dato, lo scorso 23 gennaio, il primo colpo di vanga per dar inizio alla costruzione del Centro d'istruzione federale della protezione civile nella località di Schwarzenburg (cantone di Berna). Un credito di 24,47 milioni di franchi per la prima fase di costruzione è stato accordato in marzo dal Consiglio degli Stati e in giugno 1980 dal Consiglio nazionale. I veri e propri lavori di costruzione avranno inizio nella prossima estate e l'inaugurazione del centro dovrebbe aver luogo nel 1984.

Nella figura: il presidente del Consiglio comunale di Schwarzenburg, sig. Buri, rimette al direttore dell'Ufficio federale della protezione civile, sig. Hans Mumenthaler, il badile per effettuare il primo significativo colpo di vanga.